

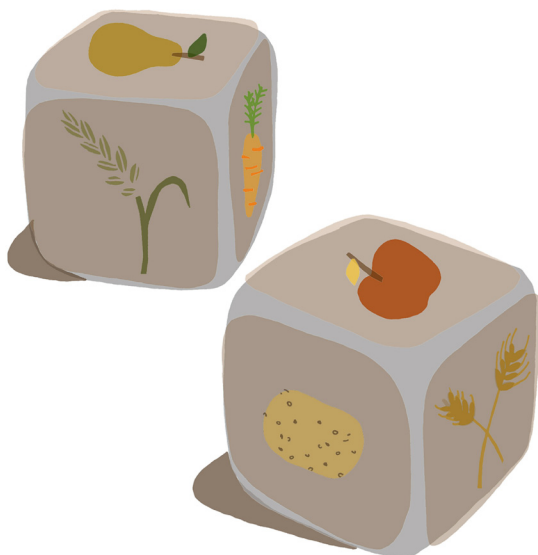


Editorial

Une nouvelle crise des prix alimentaires: le temps est venu de placer les êtres humains au centre du système alimentaire

Des niveaux de famine chroniques, persistants et en augmentation. Une demande en hausse d'un côté et une base de ressources qui s'effondre de l'autre. Des modes de consommation et de production de déchets non durables. Des denrées alimentaires détournés de leur usage pour en faire du carburant. Une extrême vulnérabilité. Le chaos climatique. Des troubles politiques et des émeutes de la faim. Des marchés biaisés, favorisant un petit nombre contre les intérêts du plus grand nombre. Une augmentation constante des prix des denrées alimentaires... **Le système alimentaire dominant ne fonctionne plus. En effet, ce système est régi par les lois d'un marché dans lequel le pouvoir d'achat est plus important que les droits, où la nourriture, la terre, l'eau et les autres ressources ont été réduites à une simple marchandise.** C'est un système dans lequel le pouvoir de décision de ce qui doit être produit, comment, par qui et pour qui est détenu par une poignée d'entreprises, et où les politiques publiques de régulation des marchés agricoles ou financiers ont été en grande partie démantelées. Ce système bute aujourd'hui sur ses propres limites. Il piège un milliard de producteurs et de consommateurs dans des situations de pauvreté et ne parvient pas à répondre aux limites écologiques d'un système alimentaire faussé. Les inégalités sont en augmentation, des pans de populations entières sont privés de leurs droits fondamentaux. Confrontés à la deuxième crise des prix des denrées alimentaires en trois ans, certains gouvernements ont perdu confiance dans la capacité des marchés internationaux à assurer l'alimentation de leurs populations. La communauté internationale doit se confronter à ce problème. Mais elle ne reconnaît toujours pas les causes principales de cette crise persistante et n'élabore pas de réponses coordonnées ni cohérentes allant au-delà de la défense des intérêts à court terme. **Le temps est venu de placer les humains au centre du système alimentaire.** Dans un tel système la fourniture de denrées alimentaires serait réalisée par une agriculture agroécologique, flexible, pratiquée par des petits exploitants, produisant des aliments en quantité suffisante et accessibles à tous. Les politiques et programmes doivent se fonder sur le droit à l'alimentation et sur la souveraineté alimentaire afin de garantir la sécurité alimentaire, nutritionnelle et écologique de tous. Les petits producteurs et organisations de la société civile appellent à un changement radical à travers la mobilisation de leurs forces et en faisant entendre leurs voix dans les débats politiques au niveau national et international.

Thierry Kesteloot, Oxfam-Solidarité



Illustrations réalisées par Anna Loveday-Brown



22 - 23 Juin

G20 - Réunion des ministres de l'Agriculture, **Mobilisation: G20, ne jouez pas avec notre nourriture!** - Paris, France

25 Juin - 2 Juillet

Conférence de la FAO (37ème session) - Rome, Italie

5 - 12 août

7ème session du **Comité consultatif du Conseil des Nations Unis pour les droits humains** (avec un séminaire spécial sur les droits des paysans) - Genève, Suisse

16 - 21 août

Forum européen Nyéléni pour la souveraineté alimentaire - Krems, Autriche

Abonnez-vous
en ligne sur
www.nyeleni.org



Sous les feux de la rampe

page 2



L'échec du système alimentaire

Après une période de presque 30 années de prix faibles mais stables sur les marchés alimentaires internationaux, nous entrons dans une période de sérieuses turbulences en matière de prix. Depuis 2006, les prix alimentaires internationaux ont fortement augmenté à deux reprises. Après la crise alimentaire de 2007/2008, les prix ont fortement chuté dans la deuxième moitié de 2009. Aujourd'hui nous sommes à nouveau confrontés à une forte augmentation des prix depuis la mi-2010. Pour certaines denrées comme le riz, le sucre, le blé, les oléagineux et le maïs la différence entre le prix moyen de 2005 et les pics atteints depuis se chiffre en plusieurs centaines de points. L'indice alimentaire de la FAO, qui mesure depuis 1990 le prix des denrées alimentaires, a atteint le plus haut niveau jamais enregistré en Février 2011¹.

1 - <http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/foodpricesindex/fr/>

Qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au Forum Nyéléni 2007, au Maili, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, ETC, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, Grain, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Vétérinaires sans frontières.

Il est temps d'agir pour la Souveraineté Alimentaire!



La spéculation: qu'est-ce que cela signifie exactement? Dans le langage économique, la spéculation se réfère à la réalisation d'**activités commerciales ou financières dans l'espoir de réaliser un bénéfice à travers l'évolution des prix**. L'achat spéculatif d'un produit a pour but de faire monter le prix au-delà de la valeur réelle du produit, étant donné que l'achat lui-même augmente artificiellement la demande. La vente spéculative fonctionne de manière opposée mais toujours avec le même but. L'idée de base est d'acheter bon marché et de vendre cher, ou de vendre cher et d'acheter à bas prix. Ces pratiques spéculatives peuvent conduire à des **bulles spéculatives**. La bulle crée une augmentation anormale du prix d'un produit, le prix grimpe, bien au-delà de la valeur réelle du produit. Le processus va attirer d'autres spéculateurs qui achèteront dans l'idée de pouvoir revendre ultérieurement à un prix supérieur et empocher un bénéfice, mais cette demande va elle-même provoquer une hausse des prix en spirale. Les prix peuvent atteindre des niveaux absurdes jusqu'à l'explosion de la bulle (crash), lorsque de grandes quantités du produit sont mises en vente, mais que peu d'acheteurs sont encore prêts à acheter. Ceci conduit à une chute brutale des prix, qui peuvent atteindre des niveaux inférieurs à la valeur réelle du produit, laissant dans son sillage une traînée de dettes.

Comment fonctionnent les marchés agricoles? Une grande partie des matières premières que nous utilisons sont achetées et vendues via ce qu'on appelle **les contrats à terme**. Ces contrats à terme sont des contrats entre le vendeur et l'acheteur par lequel ils conviennent d'un **prix et d'une date pour la vente**. Les origines de ces contrats remontent à l'Antiquité, mais dans leur forme actuelle, elles datent du milieu du 19^{ème} siècle aux États-Unis: la volatilité des prix pendant les périodes d'offre excédentaire au moment de la récolte agissait comme un frein pour les agriculteurs qui rechignaient à produire. L'offre de produits agricoles est peu élastique car elle dépend d'un cycle de production long et est basée sur des produits généralement périssables. Il fallait donc mettre en place un mécanisme - basé sur l'offre et la demande réelle - consistant à établir un contrat entre les deux parties et permettant tant à l'acheteur qu'au vendeur de réduire la charge de risque.

La naissance de la spéculation. En 1991, l'un des plus grands groupes investisseur dans le monde, Goldman Sachs, a commencé à cibler spécifiquement des produits agricoles négociables: têtes de bétail, café, cacao, maïs, viande de porc et certaines variétés de blé. Ils ont créé le premier *indice des matières premières*. A ce stade, Goldman Sachs a **ouvert la porte à la spéculation dans le secteur alimentaire avec la bénédiction des gouvernements et des institutions internationales**. En moins de deux décennies, non seulement les acheteurs et les vendeurs ayant un intérêt dans le marché des aliments, **mais aussi des individus n'ayant aucun lien avec le secteur alimentaire ont spéculé sur les prix agricoles, achetant et vendant à terme avec l'unique but de faire du profit. La spéculation alimentaire est désormais une activité quotidienne, générant chaque jour des échanges qui se comptent en millions**. Il y a des décennies, la pratique spéculative portait principalement sur le secteur pétrolier, l'immobilier et la construction, mais après l'effondrement de ces marchés, les spéculateurs se sont **mis à jouer avec des produits plus sûrs, comme l'alimentation**. C'est cette spéculation qui est à l'origine de la célèbre crise alimentaire de 2007-2008, et est l'une des raisons de la volatilité des prix des denrées alimentaires aujourd'hui.

Extrait : *ABC de la especulacion alimentaria*, Veterinarios Sin Fronteras, 2011

La volatilité des prix, un coup de dés?

L'évolution des prix n'est pas un phénomène nouveau dans le système alimentaire. Les prix ont toujours été fluctuants, étant donné que la production reste incertaine et est dépendante des risques naturels et humains comme le climat, les catastrophes naturelles, les épidémies et les maladies ou l'instabilité politique. Les impacts de ces fluctuations de prix peuvent être désastreuses pour les consommateurs pauvres ou pour les paysans, pasteurs, pêcheurs et autres producteurs d'aliments qui peuvent être contraints de vendre des actifs productifs lorsqu'ils sont confrontés à des prix trop bas et des revenus insuffisants pour vivre. Même si le commerce a toujours joué un rôle important pour équilibrer les périodes de pénuries et d'excédents, d'une saison à l'autre et d'une région à l'autre, il n'en demeure pas moins que l'action collective et des politiques visant à réglementer le commerce et stabiliser les prix sont essentielles. **Aujourd'hui, les niveaux d'incertitude ont augmenté car les variations de prix sont importantes et imprévisibles**. Les niveaux de production récents ne laissent qu'une petite marge par rapport à ce qui est consommé, en raison du changement climatique, de la pression sur les ressources naturelles et la demande croissante. Le moindre décalage entre les deux peut créer d'importants chocs de prix. Il est difficile de prédire avec certitude l'avenir des marchés alimentaires, mais la plupart des experts prévoient que l'évolution des prix sera à la hausse mais également extrêmement volatile. Il existe une possibilité que les émeutes de la faim et l'instabilité politique dans de nombreux pays amènent les décideurs à prendre des mesures aux niveaux national et international, ce qui serait un facteur supplémentaire d'incertitude et de risque augmentant encore la vulnérabilité tant des consommateurs que des producteurs.

L'inégalité devant les risques

La fragilité croissante du système alimentaire frappe le plus durement ceux qui en sont le plus dépendants, comme les pays les plus vulnérables avec d'importantes populations de femmes et d'hommes vivant sous le seuil de pauvreté, et qui dépendent des marchés internationaux pour une grande partie de leurs besoins alimentaires. La facture des importations alimentaires de ces pays a augmenté de 56 % en 2007-08 par rapport à l'année précédente, qui elle-même avait déjà vu un bond de 36%. La plupart des pays importateurs nets² de produits alimentaires étaient auto-suffisants à une époque, mais sont devenus dépendants pour leur alimentation à cause de la libéralisation du secteur agricole, à cause des politiques donnant la priorité à des productions axées sur l'exportation et l'abandon des cultures alimentaires locales. La flambée des prix de 2008 a fait tomber plus de 100 millions de personnes dans la pauvreté, 30 millions d'entre eux en Afrique. Cette situation se répète aujourd'hui avec plus de 44 millions de personnes piégées dans la pauvreté au cours des deux derniers mois. **Ce sont les familles qui paient le plus lourd tribut de cette crise. Les ménages pauvres consacrent jusqu'à trois-quarts de leurs revenus à l'alimentation**, ce qui les rend extrêmement vulnérables aux brusques variations de prix. Les conséquences directes de cette situation sont la privation de nourriture, la difficulté à payer les frais d'éducation et de santé, l'endettement, ou la vente d'actifs, ce qui peut avoir des répercussions à long terme sur la pauvreté et empêcher le développement. Les familles rurales pauvres se retrouvent prisonnières d'une spirale de misère. Face au resserrement de l'approvisionnement du marché, quand les prix sont volatils ou augmentent, les plus pauvres sont contraints d'adapter leurs exigences de base et de réduire la quantité et la qualité de leur alimentation, tandis que les moins pauvres peuvent continuer à se permettre d'acheter des aliments de base, même si leur consommation n'est pas durable. Les politiques gouvernementales et les modes de consommation dans les pays industrialisés renforcent encore ces inégalités. Par exemple, les gouvernements imposent de plus en plus l'usage d'agro carburants (obligations de mélanger des proportions fixes d'agro carburants aux carburants fossiles, ou bien définition d'objectifs contraignants pour l'usage d'agro carburants dans la consommation d'énergie), ce qui détourne les matières premières de leur but premier, l'alimentation humaine, pour servir de carburant aux véhicules. Aujourd'hui, rien qu'aux États-Unis, la quantité de maïs qui est détournée pour la production d'éthanol dépasse la quantité totale des échanges internationaux de ce graminée. Et ceci alors que les stocks de maïs sont au plus bas niveau jamais constaté.

Pour les petits producteurs, la crise des prix alimentaires a mis un terme brutal à des décennies de prix maintenus artificiellement faibles, tirés vers le bas par le dumping agricole des pays riches et la libéralisation forcée. Malheureusement, peu de producteurs ont pu tirer des bénéfices de la hausse des prix des matières agricoles de ces années, car la plupart d'entre eux sont également des consommateurs nets de produits alimentaires, ou alors ont du faire face à des coûts de production plus élevés. Mais le manque de pouvoir et l'accès inégal aux ressources sont des facteurs tout aussi importants. Vendre leur excédent permet aux agriculteurs pauvres de gagner un revenu, mais il est rare qu'ils puissent exercer une influence sur les marchés. Ce domaine est la chasse gardée des intermédiaires, des transformateurs, des agrégateurs, des entreprises d'affrètement et de ceux qui contrôlent les marques et la distribution. **Quelques centaines de sociétés - négociants, transformateurs, fabricants et détaillants - contrôlent 70 % des choix et des décisions prises au sein du système alimentaire mondial, y compris les décisions concernant les principales ressources comme la terre, l'eau, les semences, les technologies et les infrastructures**. Ils extraient la majeure partie de la valeur tout au long de la chaîne, tandis que les coûts et les risques descendent en cascade vers le bas sur les participants plus faibles - généralement les agriculteurs et les ouvriers à la base. Le fardeau de la volatilité des prix alimentaires, tout comme celui du changement climatique, est supporté par ceux qui sont le plus dans le besoin. Ceux qui sont responsables de cette volatilité des prix, par contre, échappent largement à ses conséquences. Et ironiquement, ce sont les populations les plus affectées par la crise alimentaire qui sont aussi au cœur de toute solution durable à cette crise.

S'attaquer aux causes réelles

Une volatilité élevée piège les gens dans la pauvreté. Lorsque les prix sont trop élevés, cela jette dans la misère les consommateurs pauvres ainsi que les producteurs de denrées alimentaires qui achètent des quantités importantes d'aliments, car l'alimentation représente

2 - L'Afrique de l'Ouest était exportatrice nette jusqu'en 1978, et sa dépendance en importations alimentaires a augmenté de façon spectaculaire depuis 2004



une part très importante de leur budget. Mais lorsque les prix sont trop bas, ou lorsque les coûts augmentent, les revenus des fournisseurs de denrées alimentaires sont menacés, ainsi que la viabilité à long terme de leur production alimentaire. Les pays importateurs nets de produits alimentaires font face au même dilemme. Bien que l'Afrique de l'Ouest ait connu une augmentation substantielle de sa production l'an dernier, sa facture d'importation a considérablement augmenté l'an dernier, ce qui lui rend difficile de soutenir son agriculture et d'investir dans des projets agricoles et de petite paysannerie, un secteur qui a été laissé à l'abandon pendant des décennies à cause des importations bon marché du temps où les prix étaient bas sur les marchés internationaux. **La plupart des gouvernements ont jusqu'à présent échoué à élaborer des réponses pour aider les gens à sortir de ce piège de la pauvreté.** Leurs réponses ont été irrégulières, incohérentes, basées sur le court terme et souvent motivées par le seul intérêt personnel. Les promesses d'investissements dans une agriculture résiliente, durable et basée sur la petite paysannerie sont pour l'instant restées lettre morte. Les réactions de panique sur les marchés agricoles qui ont vu les principaux pays exportateurs d'aliments limitant leurs exportations et les pays importateurs cherchant désespérément à reconstituer leurs stocks, ont créé un environnement idéal pour les spéculateurs, leur permettant d'en tirer un maximum de profits. Afin de remédier à ce système incohérent, les organisations internationales ont élaboré des propositions aux pays du G20. Ces propositions sont principalement axées sur une dérégularisation accrue des marchés, à travers la limitation des interventions de l'Etat, la levée des restrictions à l'exportation l'amélioration des systèmes d'information, l'accroissement de la productivité et l'atténuation des impacts négatifs de la volatilité. Elles partent de l'hypothèse que la sécurité alimentaire ne peut être qu'améliorée par une libéralisation des marchés et une augmentation de la production. **De toute évidence, ces solutions ne s'attaquent pas aux véritables causes.**

Au lieu de cela, les capacités et les moyens législatifs en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire doivent être renforcés dans tous les pays. La meilleure solution pour parvenir à une agriculture résiliente (ayant la capacité à récupérer après une crise) est d'investir dans des petites exploitations, produisant de manière durable et d'augmenter les revenus. Les gouvernements doivent restreindre la volatilité par la régulation et la stabiliser par le biais de l'établissement de réserves alimentaires réglementées, de manière durable, et transparente. Si elles sont gérées d'une manière inclusive et transparente, ces réserves peuvent contribuer à augmenter la puissance de marché des producteurs d'aliments. Ces mesures peuvent être combinées avec d'autres agissant sur les prix afin de protéger les revenus des producteurs et le coût de l'alimentation des consommateurs. Les pays industrialisés doivent cesser d'utiliser des modes de consommation non durables. Elles ne doivent plus détourner des matières premières essentielles à la production alimentaire locale pour en faire du carburant ou de l'alimentation animale. Les marchés dérivés doivent être réglementés afin d'éviter toute spéculation excessive. Les politiques foncières et d'investissement doivent garantir les droits des peuples à pouvoir accéder, contrôler et partager des territoires de production et des ressources. Des actions audacieuses doivent être entreprises dès maintenant pour inverser le changement climatique et construire un système de production agroécologique, durable, à faible émission de carbone, un mode de production qui soit partie intégrante de la solution, plutôt que de contribuer au problème.

Il existe de nombreux exemples au niveau local dans lesquels **les producteurs de denrées alimentaires et les consommateurs** se sont rapprochés et agissent désormais au cœur des mécanismes de prise de décision sur les questions alimentaires. Ces initiatives sont le fondement de la construction de **systèmes alimentaires résilients**. Mais les gouvernements et la communauté internationale doivent, de manière urgente, se confronter à ce problème et initier des solutions qui reconnaissent les droits des peuples, leurs exigences et leurs propositions. La prochaine réunion du Comité sur la sécurité alimentaire (CSA) en Octobre 2011 doit prendre l'initiative sur cette question et proposer des réponses cohérentes et coordonnées. Les mouvements sociaux et d'autres organisations de la société civile sont en train de se mobiliser afin de contribuer activement à l'émergence d'un nouveau système alimentaire.

Des prix alimentaires élevés, mais des agriculteurs dans la misère

Aujourd'hui, le système alimentaire - depuis la production jusqu'à la transformation et la distribution - est principalement contrôlé par les sociétés transnationales. Depuis 2007, des sociétés comme Monsanto, DuPont, Bayer, Cargill, Sinochem, Nestlé (pour n'en nommer que quelques-unes) ont vu leurs bénéfices augmenter de manière significative. **Les petits producteurs de denrées alimentaires par contre, qui ne sont pas favorisés par les politiques commerciales et agricoles et qui n'ont pas un accès direct aux marchés, mais vendent leurs produits à des entreprises de distribution, n'ont pas bénéficié de la hausse des prix des denrées alimentaires.** Souvent, la différence entre le prix que les consommateurs paient pour un produit est de quatre à neuf fois plus élevée que le prix qui a été payé au producteur pour le même produit¹. La marge bénéficiaire tombe dans les poches des grandes entreprises ainsi que celles des autres distributeurs privés et des «intermédiaires» entre les producteurs et les consommateurs.

Il est intéressant de noter que, à ce jour, sur les 1,4 milliards de personnes qui souffrent d'extrême pauvreté dans les pays en voie de développement, plus de 70% vivent et travaillent dans les zones rurales². Par ailleurs, il a été constaté que l'augmentation actuelle des prix des aliments de base est la plus forte dans les zones rurales³, ce qui signifie que non seulement les petits producteurs alimentaires ne reçoivent pas un prix adéquat pour leurs produits mais qu'en outre ce sont eux qui encaissent de plein fouet la hausse des prix.

1 - Un exemple: <http://www.coag.org/index.php?s=html&n=de17fe1e436f03b43409ecceaa6fa75>

2 - *Rapport sur la pauvreté rurale* 2011, FIDA <http://www.ifad.org/rpr2011/report/flrpr2011.pdf>

3 - *L'escalade des prix des denrées alimentaires* (Escalating Food Prices), UNICEF, 2011 http://www.unicef.org/socialpolicy/index_57549.html

L'écho des campagnes

Pour faire face à la crise, l'alternative est de s'organiser et de lutter

Itelvina Masioli, membre de la coordination du Mouvement des Sans-Terre (MST) du Brésil et de la CLOC-Via Campesina.

La crise alimentaire de 2007/2008 a eu un impact très fort au Brésil et dans le reste du monde, étant donné que cette crise était le résultat direct d'un modèle alimentaire industriel, uniquement axé sur la recherche du profit, totalement dépendant de la disponibilité de pétrole bon marché et la possibilité de pratiques d'exploitation sans aucun souci pour la souveraineté alimentaire. La crise alimentaire a augmenté la famine et la pauvreté extrême au Brésil, tandis que l'agro-business a encore renforcé ses pratiques prédatrices qui sont à l'origine de la crise, accaparant encore plus de terres pour des productions destinées à l'exportation ou les agrocarburants. Le problème n'est pas la pénurie de denrées alimentaires, mais sa concentration, qui est le résultat de modes de production non durables et d'un modèle de consommation monopolisé par les sociétés transnationales. Pour contrer cela, la souveraineté alimentaire et la réforme agraire sont présentées comme étant la solution pour un système de production et un modèle de consommation alternatif. Mais les alternatives reposent avant tout sur la mobilisation des populations, leur organisa-

Histoires courtes de résistance et d'alternatives en provenance d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe : la lutte internationale contre la privatisation du vivant.

tion et leur lutte ainsi que dans la diversification de la production dans nos territoires. Pour cela nous devons nous appuyer sur les marchés locaux et promouvoir la souveraineté alimentaire dans les politiques publiques. Pour cette raison, au Brésil, plusieurs initiatives ont été prises, comme par exemple le renforcement des marchés locaux et l'élaboration de programmes encourageant la mise en place de coopératives agricoles, ainsi que l'éducation populaire. En outre, grâce à la mobilisation du mouvement paysan, le gouvernement fédéral du Brésil a adopté une loi qui prévoit que 30% de la nourriture servie dans les cantines scolaires doit provenir de l'agriculture paysanne.

Une solution à la crise est d'utiliser nos semences indigènes
Rebeca Avelino Mabui, paysanne et leader du syndicat local Eduardo Mondlane, membre de l'UNAC (Union des agriculteurs du Mozambique), et de La Via Campesina.

Je produis des légumes divers et certaines céréales comme le maïs. Ici, au Mozambique, nous avons remarqué une hausse des prix alimentaires au cours des dernières années, mais je constate que, en dépit de ces hausses de prix dans le monde entier, nous les petits agriculteurs ne profitons généralement pas de ces hausses. Même si je produis des légumes, je dois quand même acheter les aliments que je ne produis pas et acheter de la nourriture dans certaines périodes, quand la récolte

n'est pas encore prête, d'autant que je n'ai pas toujours les moyens de stocker des aliments pour toute l'année. Quand je suis dans cette situation, je deviens un consommateur comme les autres, et non pas un producteur, et la hausse des prix m'affecte profondément. En outre, nous sommes en concurrence avec l'agriculture industrielle qui contrôle la production alimentaire ainsi que les semences. Le Mozambique est essentiellement un pays importateur en ce qui concerne son alimentation et les semences. Donc, nous sommes en concurrence avec ceux qui vendent une partie des semences que nous utilisons. J'ai besoin d'acheter des semences pour ma production, et étant donné que le prix des semences est également

en hausse, les coûts de ma production seront automatiquement plus élevés. En résultat, mes produits seront plus chers et cela peut affecter mes ventes, étant donné que mes clients n'auront pas assez d'argent pour les acheter. La seule alternative que je vois à cette situation est d'utiliser nos semences indigènes, afin de devenir indépendants des groupes semenciers et de conserver nos variétés locales. Mais souvent nous n'avons pas les moyens de le faire. Par exemple, nous n'avons pas les connaissances nécessaires pour la collecte et la sauvegarde des semences pour de nombreuses variétés de légumes - comme par exemple la laitue, le chou ou l'oignon. Cela doit changer.

LE MONDE EN PAROLES

Une carte postale du Canada

Nous sommes repartis du Mali en Février 2007 en ayant pris un engagement. Chacun d'entre nous, partout dans le monde - petits paysans, exploitations familiales, pêcheurs, travailleurs ruraux, paysans sans terre, peuples autochtones et d'autres militants du mouvement pour la souveraineté alimentaire issus de plus de 80 pays - s'est engagé à rentrer chez lui et à travailler dur afin de construire la souveraineté alimentaire dans nos domaines respectifs et dans nos régions.

Nous voulons que vous sachiez que nous avons pris notre engagement au sérieux. Le 20 avril, à Ottawa, la capitale de notre pays, nous avons lancé l'initiative *Du pain sur la planche: Une politique alimentaire populaire pour le Canada*. La *politique alimentaire populaire* est le résultat de deux années de travail mené par des centaines de milliers de bénévoles qui ont consacré des milliers d'heures afin d'élaborer une politique de souveraineté alimentaire pour le Canada. La politique est fondée sur dix documents de discussion détaillés traitant de sujets comme l'agriculture, la santé, l'environnement, la pêche, la souveraineté alimentaire autochtone, la science et la technologie ainsi que la politique alimentaire internationale. Chacun de ces domaines est analysé à partir du cadre de la souveraineté alimentaire et des recommandations concrètes sont proposées afin d'avancer dans cette direction. En conséquence, la *politique alimentaire populaire* est la politique alimentaire la plus complète et cohérente présentée au Canada à ce jour.

La *politique alimentaire populaire* propose des dizaines de recommandations législatives et programmatiques visant à jeter les bases d'un Canada avec «Zéro Famine», des revenus permettant une vie décente pour les producteurs et un environnement durable qui préserve l'avenir des générations futures. Voici quelques unes des principales propositions:

- Les aliments doivent être consommés le plus près possible de l'endroit où ils sont produits [...]. Un exemple d'action pour y parvenir serait la création d'une législation obligeant les institutions et les distributeurs à intégrer un certain pourcentage de produits alimentaires canadiens dans les aliments qu'ils servent ou vendent à leurs clients.

- Le système alimentaire est un des principaux contributeurs au changement climatique, responsables de 30-57% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Afin d'assurer la sécurité alimentaire pour l'avenir, une priorité essentielle de la *People's Food Policy* est le soutien apporté aux producteurs d'aliments dans leur transition majeure vers une production alimentaire écologique [...].

- Près de 2,5 millions de Canadiens et un demi-million s'inquiètent régulièrement d'avoir assez à manger. La *People's Food Policy* appelle à la création de programmes fédéraux de prévention pour l'élimination de la pauvreté, avec des objectifs mesurables et un échéancier clairement défini, afin que les Canadiens aient les moyens de consommer de la nourriture saine. Le lancement de la *People's Food Policy* a été très bien reçu, avec une forte couverture médiatique et a suscité de l'intérêt de la part des différents partis politiques. Cela a été un moment très intense pour nous, et nous

pensons souvent à vous - nos compagnons de route sur la chemin de la souveraineté alimentaire mondiale.

Lire la carte postale complète: Anna Paskal, <http://peoplesfoodpolicy.ca/postcard-canada>
Lire une *Politique alimentaire populaire*, <http://peoplesfoodpolicy.ca/fr/politique-une-politique-alimentaire-populaire>

Une campagne mondiale pour les semences

En Mars dernier s'est tenue la réunion sur le Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Traité des Semences) de l'ONU - une institution qui a permis à l'industrie d'envahir sans aucune contrainte les champs des agriculteurs, afin d'y pratiquer la sélection industrielle de variétés qu'elle commercialise ensuite. Sous la pression de la société civile, un nouveau groupe de travail sur l'«utilisation durable» des semences a été créé et il intègre une participation de la société civile. Bien que cela soit positif, aucun budget n'a été abondé pour cette participation et dans le contexte plus large de l'accapement des semences et de la dépossession des agriculteurs de leur droits semenciers, de telles «avancées» sont trop faibles. Ceci apporte encore

une fois la preuve de l'importance de la récente décision de la Via Campesina d'insufler un nouvel élan à sa campagne mondiale pour les semences. Comme nous le disons depuis longtemps: il n'y aura pas de souveraineté alimentaire sans souveraineté semencière. Pour plus d'informations sur Traité des semences des Nations Unies, les semences paysannes et les droits des agriculteurs - reportez vous à le *bulletin Nyéléni* Num 3 http://www.nyeleni.org/DOWNLOADS/newsletters/Nyeleni_Newsletter_Num_3_FR.pdf

La sécurité alimentaire pour qui? Les bénéficiaires des entreprises passent avant la santé des personnes

Un nouveau rapport de l'organisation GRAIN analyse la manière dont le concept de «sécurité alimentaire» est désormais instrumentalisé par les grandes entreprises pour renforcer leur contrôle sur l'alimentation et l'agriculture. Le rapport propose des pistes d'actions pour lutter contre ce détournement et présente des exemples de mobilisations. Partout dans le monde, jamais autant de personnes n'ont été rendues malades, voire sont mortes directement à cause de leur alimentation. Les gouvernements et les sociétés réagissent avec toutes sortes de règles et de réglementations, mais elles n'ont souvent que très peu à voir avec la santé publique. Pour plus d'informations: <http://www.grain.org/briefings/?id=223>

Une ville du Maine déclare la souveraineté alimentaire

La ville de Sedgwick, dans le Maine a fait ce qu'aucune autre ville des États-Unis n'a encore fait. La ville a adopté à l'unanimité une ordonnance accordant à ses citoyens le droit de "produire, transformer, vendre, acheter et consommer des aliments locaux de leur choix". Pour plus d'informations: <http://www.foodrenegade.com/maine-town-declares-food-sovereignty/>

Le mouvement du 17 avril continue de s'étendre!

Le 17 avril, Journée internationale des luttes paysannes, plus de cent cinquante différents événements se sont déroulés aux quatre coins du monde pour la défense de l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire. Pour voir la carte de tous les événements <http://www.viacampesina.org/map/17april/map.html>

La prochaine édition du bulletin traitera du **Nyéleni Europe** - le forum européen pour la Souveraineté Alimentaire!

Veuillez envoyer vos contributions - articles, photos, interviews à info@nyeleni.org avant le 30 juin!

A lire, à écouter, à voir et à partager

- *Special on food crisis*, Veterinarios sin Fronteras, 2011 <http://www.veterinariossinfronteras.org/es/Especiales/ESPECIALCRISISALIMENTARIA2011/crisisalimentaria.html>
- *Navegando por los Meandros de la Especulación Alimentaria*. Mundubat, 2011 <http://www.derechoshumanosdelcampesinado.org/es/descargas.html?func=fileinfo&id=102>
- *An Answer to the Global Food Crisis: Peasants and small farmers can feed the world!* La Via Campesina, 2008, http://viacampesina.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=525:an-answer-to-the-global-food-crisis-peasants-and-small-farmers-can-feed-the-world&catid=21:food-sovereignty-and-trade&Itemid=38
- Documentaire sur la crise alimentaire mondiale et l'accapement des terres, *Planet for sale* par Alexis Marant, 2011 <http://farmlandgrab.org/post/view/18542>

Pour des informes et plus de références www.nyeleni.org

Personne ne vend la terre où marche son Peuple. Tashunka Witko, 1840-1877

